

surveys, cost-benefit analyses and documents composed of mainly factual material.

LAW ENFORCEMENT

Documents the disclosure of which would have a significant adverse effect on law enforcement activities but only to the extent that disclosure would be reasonably expected to

- a) interfere with enforcement proceedings
- b) deprive a person of a right to a fair trial or an impartial adjudication
- c) constitute an unwarranted invasion of privacy
- d) disclose investigative techniques and procedures
- e) disclose the identity of a confidential source of information or information obtained from such a source, or
- f) endanger the life or physical safety of law enforcement personnel.

Your Committee is of the opinion that the exemption pertaining to law enforcement must be specifically defined in such a way as to permit the greatest possible degree of public scrutiny of law enforcement activities. Your Committee therefore advocates the application of a series of specific tests similar to the format used in the U.S. legislation and the Australian Minority Report Bill rather than a very general clause such as the one proposed in the Green Paper exempting, for instance, information obtained in the course of investigation pertaining to the administration or enforcement of any act of Parliament. Such a general clause could be interpreted every nebulously and could be read so as to withhold practically every piece of information in the Government's hands.

There is a large category of documents connected with law enforcement which should routinely be disclosed, for example: inspection reports; a document revealing the use of illegal law enforcement techniques or procedures; a document revealing that the scope of any law enforcement investigation has exceeded the limits imposed by law.

PERSONAL PRIVACY

Documents the disclosure of which would constitute an unwarranted invasion of personal privacy or documents which are voluntarily supplied to the Government on the basis that they be kept confidential.

In drafting this exemption, your Committee favours the approach taken in the U.S. legislation and in the Australian Minority Report Bill whereby the use of the term "unwarranted invasion of personal privacy" implies a balancing process in which the right of privacy of affected individuals must be balanced against the right of the public to be informed. This could be expressly spelled out in the legislation. Your Committee is also in favour of protecting information given the Government in confidence by individuals, groups or organiza-

par l'exemption, comme des études statistiques, des analyses coûts-avantages et les documents contenant de simples données concrètes.

APPLICATION DE LA LOI

Documents dont la divulgation compromettrait les activités d'application de la loi, uniquement dans la mesure où elle risquerait vraisemblablement de

- a) gêner les procédures d'exécution
- b) priver une personne de son droit à un procès équitable ou à un jugement impartial
- c) constituer une intrusion injustifiée dans la vie privée
- d) révéler des techniques et des procédés d'enquêtes
- e) permettre d'identifier une source confidentielle de renseignements ou les renseignements obtenus grâce à cette dernière, ou
- f) mettre en danger la vie ou la sécurité physique du personnel chargé de l'application de la loi.

Votre Comité estime que l'exemption concernant l'application de la loi doit être nettement définie pour permettre le plus possible au public d'examiner les activités d'application de la loi. Votre Comité recommande donc l'application d'une série de critères bien définis, semblables à ceux qu'utilisent les lois américaines et le «*Australian Minority Report Bill*», plutôt qu'une disposition très générale, comme celle que propose le Livre vert, qui par exemple, exempte des renseignements obtenus au cours d'enquêtes relatives à l'administration ou à l'application de toute loi du Parlement. Une disposition aussi générale pourrait être interprétée de manière très vague et de manière à interdire l'accès à pratiquement tous les documents du gouvernement.

Il faudrait évidemment divulguer automatiquement un grand nombre de documents en rapport avec l'application de la loi comme tout rapport d'inspection, tout document révélant l'utilisation de techniques ou de procédures illégales d'exécution de la loi ou tout document révélant que la portée de toute enquête en matière d'application de la loi a dépassé les limites imposées par la loi.

VIE PRIVÉE

Documents dont la divulgation constituerait une invasion injustifiée de la vie privée ou documents qui sont volontairement fournis au gouvernement pourvu qu'ils demeurent confidentiels.

Pour ce qui est de ce critère d'exception, votre Comité préfère l'approche adoptée par la loi américaine et l'*Australian Minority Report Bill* où l'expression «invasion injustifiée de la vie privée» implique un équilibre entre le droit des individus à la vie privée et le droit du public à être informé. Cette précision pourrait être énoncée en toute lettre dans la loi. Votre Comité recommande également de ne pas divulguer l'information fournie au gouvernement par des particuliers, des